

Accélérer la transition après la COP26

par **Anne Marie Verstraeten**, UK Country Head chez BNP Paribas et **David Laurent**, Head of Climate and Resources chez EpE (Entreprises pour l'Environnement)



Les annonces faites à Glasgow sont ambitieuses, les gouvernements et les entreprises doivent maintenant les concrétiser.

La COP26 a confirmé que nous comprenons de mieux en mieux l'impact mondial du changement climatique et de la perte de biodiversité, explique Anne Marie Verstraeten.

« La conférence a aussi amélioré la compréhension du rôle que doit jouer le secteur privé dans l'indispensable transition. » Cela commence pour les entreprises par la prise en compte, dans leur raison d'être, des nouvelles attentes de nombreuses

parties prenantes. Pour Anne Marie Verstraeten : « Les entreprises doivent s'attendre à ce que toutes les parties prenantes deviennent plus exigeantes. Elles devront accélérer leur transformation pour répondre à ces nouveaux besoins et engager des plans d'action pour atteindre la neutralité carbone ». David Laurent souligne pour sa part l'importance de collaborer à tous les niveaux : « L'accord entre les États-Unis et la Chine envoie un signal fort. Cela démontre qu'en dépit des différends, commerciaux notamment, il n'y a qu'une seule solution dans la lutte climatique : la collaboration. ».

« LA COP26 A CONFIRMÉ QUE NOUS COMPRENONS DE MIEUX EN MIEUX L'IMPACT MONDIAL DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA PERTE DE BIODIVERSITÉ. »

Il estime également que la réalisation des objectifs de la COP26 passera par des plans d'action ambitieux, une coopération mondiale accrue, des reportings plus transparents et le respect des engagements pris par les politiques et les entreprises.

BIENVENUE!

Vous avez entre les mains le premier numéro de *Perspectives*. Ce numéro présente le point de vue d'experts de BNP Paribas, ainsi que de quelques personnalités de la société civile, au lendemain de la COP26. Son principal objectif est de montrer comment les grands secteurs économiques intègrent la transition écologique et les technologies vertes, alors que BNP Paribas vient de créer le *Low Carbon Transition Group* qui aidera entreprises et institutions à accélérer cette transition.

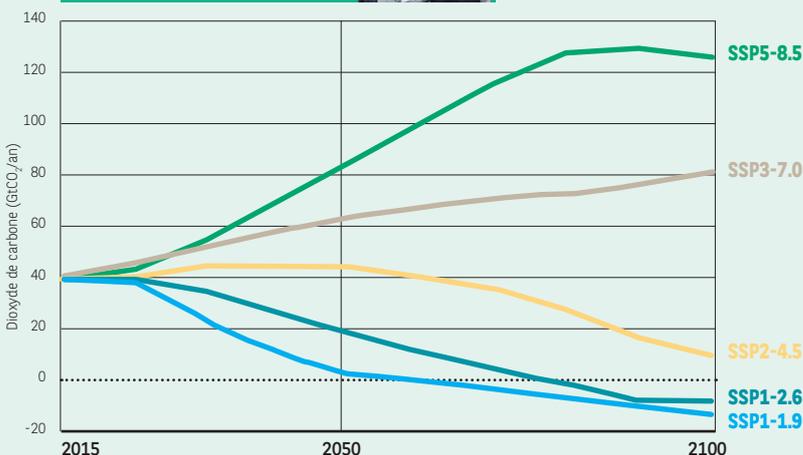
« C'est une course de fond qui va durer une génération : de 2015 jusqu'à 2050 », déclarait récemment à la presse notre CEO Jean-Laurent Bonnafé. Aujourd'hui la course s'accélère. Climat, biodiversité, inclusion sociale, économie circulaire : chaque trimestre, un numéro de *Perspectives* donnera ainsi la parole à nos experts sur un thème ESG important pour l'avenir de l'économie.

Antoine Sire, *Directeur de l'Engagement d'entreprise*



Évolution des émissions annuelles de CO₂ suivant 5 scénarios de référence du GIEC

par **Valérie Masson-Delmotte**, Paléoclimatologue, coprésidente du groupe de travail sur les sciences du climat du GIEC



Source : GIEC

SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR LE QR CODE POUR DÉCOUVRIR LE RAPPORT COMPLET DU GIEC



1 Que nous apprend ce graphique ?

La courbe jaune représente notre trajectoire actuelle. Pour respecter l'Accord de Paris, nous devons atteindre les courbes bleues et réduire les émissions de CO₂ à zéro. Les négociations de la COP26 s'appuient sur ces connaissances.

2 Que ne dit-il pas ?

Le méthane est aussi un puissant gaz à effet de serre et détériore la qualité de l'air. La COP26 est l'occasion d'accélérer la prise de conscience des décideurs sur ces différents enjeux.

3 Quelles sont les prochaines étapes ?

Début 2022, le GIEC publiera 2 rapports faisant le point sur la connaissance des impacts et des risques ainsi que sur les différentes options d'action pour l'adaptation et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il est important que ces connaissances soient largement transmises et soutiennent une émulation à tous les niveaux : gouvernements, entreprises, individus.

Enjeux et limites

Risques et opportunités : les deux faces de la transition

Le changement climatique engendre différents types de risques pour les entreprises, mais offre aussi de nouvelles opportunités d'investissement.

De réelles opportunités pour donner du sens aux investissements

par Jane Ambachtsheer,
Global Head of Sustainability
chez BNP Paribas Asset
Management



La croissance démographique, les émissions de CO₂ et les habitudes de consommation offrent de nombreuses opportunités pour les investisseurs qui cherchent à donner plus de sens à leurs investissements.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), de nombreuses technologies nécessaires pour atteindre la neutralité carbone en 2050 ne sont pas encore matures. L'AIE recommande ainsi de déployer rapidement des financements publics et privés pour accélérer leur développement - ce qui représente une opportunité pour les investisseurs. Toutefois, les gouvernements devront soutenir la transition et mettre en œuvre des politiques efficaces. Parallèlement, les principales institutions financières s'engagent à atteindre la neutralité carbone, ce qui devrait soutenir les solutions d'investissement alignées sur l'Accord de Paris.

De leur côté, les investisseurs sont de plus en plus conscients des problèmes environnementaux et intéressés par les investissements durables. À la fin août 2021, la collecte de fonds sur 12 mois de BNP Paribas Asset Management était ainsi dominée par les produits durables : les actifs sous gestion de notre gamme Sustainable+ ont progressé de près de 20 %.

Cette tendance devrait se poursuivre après la COP26 alors que les impacts du changement climatique deviennent de plus en plus clairs et que la pression des investisseurs, des entreprises et de la société civile sur les gouvernements s'intensifie.

Les entreprises offrant des solutions pour relever les défis environnementaux majeurs auront un avantage sur celles qui n'agissent pas ou qui contribuent négativement en la matière. Ces dernières risquent de se retrouver avec des actifs échoués sur les bras, les contraignant à acter d'importantes dépréciations.

Comment les banques intègrent le risque climatique

par Marie-Lore Aka,
Responsable RISK ESG
chez BNP Paribas



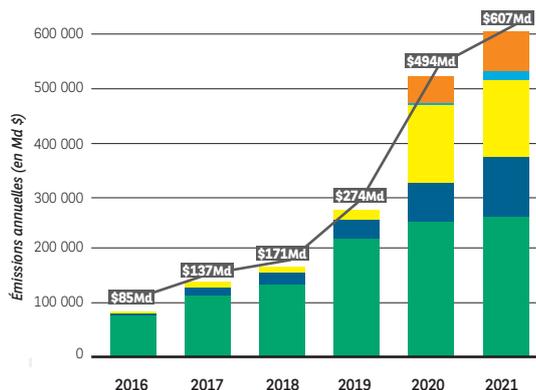
Les risques climatiques occupent une place grandissante dans l'analyse des financements et investissements. Le dialogue et les données sont indispensables pour les évaluer correctement.

Il convient de distinguer deux types de facteurs de risques climatiques : ceux dits physiques sont liés aux catastrophes naturelles, aux impacts du changement climatique (chaleur, niveau des mers...) et ceux dits de transition qui ont trait aux mutations technologiques et leurs conséquences sur les modèles d'affaires des clients, aux changements réglementaires, à la perception des marchés, à l'évolution des habitudes... Ils sont de plus en plus intégrés à l'analyse des financements et des investissements pour mieux appréhender leurs effets sur les risques classiques (risque de crédit, de marché ou de risque opérationnel...). Ces facteurs auront un impact croissant sur les conditions de financement et d'investissement. Les méthodes visant à analyser par exemple l'impact d'une sécheresse ou d'une hausse du prix du carbone sont en cours de renforcement. Pour ce faire, nous conjugons une approche qualitative, à jugement d'expert, s'appuyant notamment sur la localisation des actifs du client ou la compréhension de sa stratégie de transition énergétique, et une approche quantitative fondée sur des modélisations, incluant des scénarios climatiques et des simulations d'impacts financiers.

Un enjeu majeur pour ces analyses est la disponibilité des données pour laquelle le renforcement des exigences de publication devrait améliorer la situation. Au-delà, la confiance et le dialogue restent indispensables pour apprécier les risques et mieux accompagner les clients vers un modèle durable.

Évolution du marché des obligations durables

Avec les premières émissions d'obligations vertes de référence par l'UE et la diversification à tous les secteurs d'activité, les obligations durables sont aujourd'hui un marché à part entière. La forte demande des investisseurs permet aux entreprises qui investissent dans un monde meilleur de réduire leurs coûts de financement (*greemium*).



- Obligations liées à des critères de durabilité :** financement de stratégies permettant de rendre une organisation plus durable.
- Obligations de transition :** financement de projets de transition pour les entreprises de secteurs polluants.
- Obligations sociales :** financement de projets sociaux (accès aux soins de santé, au logement, au marché de l'emploi...).
- Obligations durables :** financement de projets avec des objectifs environnementaux et sociaux.
- Obligations vertes :** financement de projets avec un impact positif sur le climat ou l'environnement.

Une accélération du cadre et des exigences réglementaires

De la tarification du carbone aux investissements durables, des cadres réglementaires se mettent en place dans le monde entier.

En Europe, des éléments de langage commun dès 2022

par **Pieter Oyens**,
Co-Head of Global Product
Strategy chez BNP Paribas
Asset Management



La taxonomie européenne constitue un langage commun offrant une définition de ce qui est « vert » et de ce qui ne l'est pas.

Afin d'atteindre les objectifs du Pacte vert pour l'Europe, de nouvelles réglementations obligeront bientôt les entreprises à rendre compte de leurs activités selon les termes définis par la taxonomie européenne sur ce qui peut être considéré comme durable. Le but est de créer une chaîne de valeur, des entreprises aux intermédiaires financiers et investisseurs finaux, avec un langage commun – la taxonomie – permettant d'orienter les investissements vers des débouchés

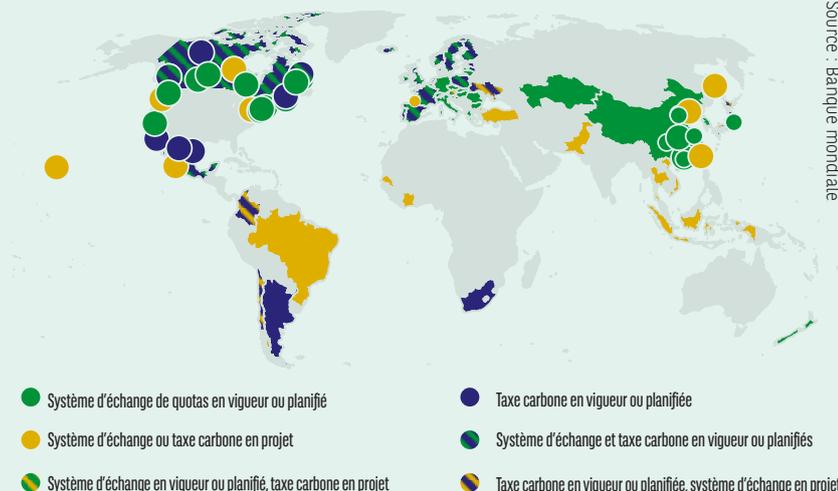
durables. La taxonomie entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et portera dans un premier temps sur 2 des 6 objectifs environnementaux prévus par le Pacte : la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce dernier.

Les entreprises pourront ainsi déclarer que x % de leurs revenus, activités commerciales, chiffres de vente, etc. sont alignés sur la taxonomie européenne. Et dès 2023, cela permettra aux gestionnaires d'actifs, banques privées, fonds de pension et investisseurs privés et institutionnels de choisir délibérément dans quelle mesure ils souhaitent investir dans des activités véritablement durables.

Ils seront ainsi en mesure de fixer un seuil d'activités durables quand ils réaliseront des investissements.

Carte des initiatives de tarification du carbone

Que cela soit au niveau international, national ou local, les systèmes d'échange de quotas d'émissions et taxes carbone se multiplient sur tous les continents. Ils concernent aussi de plus en plus de secteurs et d'entreprises. Retrouvez le détail par pays en scannant le QR code ou en cliquant directement dessus.



Un cadre réglementaire en construction

par **Véronique Ormezzano**,
Head of Group Prudential
Affaires chez BNP Paribas



Aux quatre coins du monde, la transition durable occupe une place de plus en plus importante dans l'agenda des régulateurs et des superviseurs. Petit à petit, une approche globale se met ainsi en place.

Précurseur, l'Europe a entrepris de réglementer les financements et investissements durables. À travers la taxonomie, elle a défini quels étaient les actifs verts suivant des critères scientifiques. Le règlement SFDR impose aux institutions financières une série de publications destinées à la clientèle concernant la durabilité de leurs produits d'investissement. La disponibilité des données reste problématique alors que la CSRD, qui prévoit une obligation de publication des données ESG pour les entreprises de plus de 250 employés, doit entrer en vigueur en 2023. Cette directive permettra d'assurer la disponibilité et la comparabilité des données extra-financières, considérées au même niveau que les chiffres financiers : normes établies par l'EFRAG et système de vérification par un tiers agréé. Depuis que les États-Unis ont rejoint l'Accord de Paris début 2021, les travaux ont repris au niveau international. L'IFRS Foundation planche ainsi sur des normes extracomptables.

Le deuxième volet de cette approche globale est la gestion des risques. Dans la zone euro, les superviseurs bancaires (BCE et ABE) imposent aux établissements d'intégrer les risques climatiques dans leurs processus, de l'octroi de crédits jusqu'à la nomination des membres du conseil d'administration. À terme, l'objectif est de dégager des meilleures pratiques communes. Ailleurs dans le monde, les superviseurs suivent la même voie à leur rythme.

Enfin, le troisième volet est la transition. Aujourd'hui, les objectifs globaux sont fixés avec la neutralité carbone pour 2050, mais on manque encore d'éléments concrets sur les trajectoires par pays et secteur, qui permettraient aux banques d'accompagner les entreprises en fonction d'objectifs de transition robustes.

Les acteurs de la transition

Tous les acteurs accélèrent

Partout des solutions se développent pour atteindre la neutralité carbone, y compris dans les secteurs les plus émetteurs comme l'énergie, les transports, la sidérurgie ou le pétrole.

Éolien et solaire, le choix économique

par Anissa El Khetar,
Managing Director en Energies
Renouvelables - Energy, Resources &
Infrastructure chez BNP Paribas CIB



L'électricité renouvelable est aujourd'hui la plus judicieuse. Mais de nouvelles percées sont nécessaires pour une énergie toujours plus décarbonée.

L'éolien et le solaire photovoltaïque sont désormais des technologies matures et peu coûteuses. Dans le secteur de la production d'électricité, le renouvelable s'impose ainsi tant en Europe, leader de la transition, que dans le reste du monde, y compris dans les pays émergents. Cette tendance est appelée à s'accroître alors que les prix continuent

de baisser et que la demande est soutenue par les *corporate PPA*, ces contrats d'achat liant une entreprise à un producteur d'énergie. Ils permettent aux entreprises de s'approvisionner directement en énergie décarbonée pour atteindre leurs objectifs climatiques. Dans le contexte actuel de volatilité des prix de l'énergie, cette solution constitue aussi une protection à long terme pour les entreprises. Les prochains défis et ambitions seront de permettre un déploiement massif des énergies renouvelables

« LES PROCHAINS DÉFIS ET AMBITIONS SERONT DE PERMETTRE UN DÉPLOIEMENT MASSIF DES ÉNERGIES RENEUVELABLES POUR ACCOMPAGNER L'ÉLECTRIFICATION DU SECTEUR DES TRANSPORTS. »

pour accompagner l'électrification du secteur des transports. En outre, pour atteindre les niveaux de capacité électrique nécessaires à la neutralité carbone, nous aurons besoin de nouvelles technologies. L'éolien offshore flottant est ainsi considéré comme la prochaine avancée, permettant

d'installer des quantités massives d'infrastructures électriques dans presque toutes les conditions maritimes. Il n'en est encore qu'au stade de démonstrateurs, mais il suscite déjà de grands espoirs.

De l'automobile à la mobilité

par Yaël Bennathan,
Head of Arval Mobility
Observatory



En 2025, les émissions du parc automobile neuf en Europe devront être inférieures à 75g de CO₂/km. Les zones à faibles émissions vont aussi devenir plus strictes, y compris pour des véhicules récents. Cette évolution favorise l'électrification. Pour les entreprises, il devient indispensable d'examiner leur flotte afin de répondre à leurs objectifs de responsabilité sociale, à leurs besoins de mobilité et aux exigences réglementaires. Les plateformes de Mobility as a Service, comme Whim (usage privé) ou Arval Mobility App, offrent déjà des solutions et continueront à se développer. En combinant la flotte de l'entreprise et un accès à différentes formes de mobilité (voitures et vélos partagés, transports en commun...), ces applications permettent aux collaborateurs de toujours se déplacer efficacement.

Aviation : vers des carburants plus durables

par Gilles Norbert,
CSR Manager chez BNP
Paribas CIB



L'Association du transport aérien international (IATA) a dévoilé son plan pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Les grandes innovations sont attendues à partir de 2035, notamment les avions à hydrogène. À court terme, la hausse planifiée du prix du CO₂ constitue un important incitant à optimiser les activités et la flotte du secteur aérien. En effet, les nouveaux appareils consomment 15% de moins. Mais le principal enjeu à moyen terme réside bien dans l'émergence de carburants plus durables. Ces derniers promettent de réduire l'empreinte carbone jusqu'à 80%. Leur développement impliquera une approche coordonnée de tous les acteurs : raffineurs (production de biocarburants / carburants synthétiques), équipementiers (compatibilité des avions), aéroports (mise à disposition de ces nouveaux carburants), gouvernements (dispositifs réglementaires incitatifs), clients (prise de conscience écologique) et investisseurs.

Le maritime à l'heure des carburants de transition

par François Artignan,
Responsable des Financements
d'Actifs et d'Export chez BNP
Paribas CIB



Incontournable dans le commerce international, le transport maritime a été pointé du doigt pour ses émissions de substances acidifiantes (NOx et SOx). Afin de les limiter, l'Organisation maritime internationale a réduit de 80% la teneur en soufre autorisée des carburants. Elle annoncera également en 2023 des objectifs de réduction drastique des émissions de CO₂ d'ici 2050, en introduisant une notation de performance énergétique des navires. Cela a suscité un engouement pour le Liquefied natural gas (LNG) qui permet de réduire les NOx/SOx de près de 100% et les émissions de CO₂ de 20%. À moyen terme, seuls les carburants verts (ammoniac, méthanol et hydrogène verts) et la capture de CO₂ permettront d'atteindre les objectifs 2050. Des perspectives qui doivent être intégrées dès aujourd'hui dans les décisions d'investissement, étant donné la durée de vie des navires (> 20 ans).

Les acteurs de la transition

5.000.000.000.000

« Les investissements annuels dans les énergies passeront à 5 000 milliards de dollars d'ici 2030 dans le respect de la trajectoire vers le net zero. » - IEA

SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR
LE QR CODE POUR LIRE LE
RAPPORT COMPLET DE L'AGENCE
INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE



Secteur pétrolier : double projet de transformation

par Nicolas Bertrand,
Global Head of Industry
Research (EIS) chez BNP Paribas



En première ligne de la transition vers une économie bas carbone, le secteur pétrolier et gazier doit se réinventer. Tout d'abord en réduisant ses propres émissions puis en se tournant vers d'autres sources d'énergie.

Plusieurs acteurs majeurs du secteur pétrolier, comme BP, Total, Petronas ou le raffineur Neste, se sont engagés à atteindre la neutralité carbone pour 2050. Pour y parvenir, ils doivent mener de front plusieurs projets de transformation. Le premier porte sur les émissions directes (scope 1), à savoir les fuites de méthane, un puissant gaz à effet de serre, et les émissions de CO₂ durant les processus de production. Les technologies nécessaires existent et sont économiquement viables au prix actuel d'environ 60 euros la tonne de CO₂ sur le marché européen. Cependant, la tarification du carbone et la pression réglementaire sont loin d'être comparables partout dans le monde. Le deuxième défi à long terme est de neutraliser les émissions engendrées par la combustion des produits (scope 3). Ce qui implique une longue transformation avec le double défi de rester concurrentiel tout en investissant dans des débouchés moins exposés que le pétrole : biocarburants, gaz naturel et « Gaz Naturel Liquéfié » (GNL), séquestration du carbone, ainsi qu'évidemment les énergies renouvelables. Ces transformations auront des impacts majeurs sur toute la chaîne de valeur, allant des fournisseurs d'équipement aux stations-service. Pour de nombreux acteurs, notamment ceux actifs dans les équipements d'exploration et de production, l'impact est déjà bien perceptible, illustrant l'urgence d'un plan de transformation crédible pour toutes les entreprises de la filière.

La longue route vers un acier plus vert

par Remko Sloot,
Managing Director Metals &
Mining chez BNP Paribas CIB



La production d'acier représente environ 8 % des émissions de CO₂ mondiales. Le secteur doit redoubler d'efforts pour opérer sa transition verte.

Selon les dernières estimations, le secteur sidérurgique devra investir 500 milliards € pour atteindre la neutralité carbone en 2050. L'impact de cette transition est considérable : transport maritime plus vert, focus sur les gisements de minerai de fer les plus riches, disparition des producteurs de charbon métallurgique. Les entreprises sidérurgiques devront remplacer les

8 %

La production d'acier représente environ 8 % des émissions de CO₂ mondiales

hauts fourneaux par des fours à arc électrique, qui nécessitent une combinaison de minerai de fer préréduit (Direct Reduced Iron) et de ferraille. L'innovation la plus importante est le remplacement du charbon par la biomasse ou l'hydrogène vert pour la production de DRI. La filière existe déjà, mais elle est alimentée par du gaz naturel qui doit être remplacé par des énergies renouvelables. La capture de CO₂ est une autre technologie explorée par certains sidérurgistes, surtout dans l'optique des objectifs 2030 de réduction de l'empreinte carbone. Les premiers grands producteurs d'acier vert en tireront un double avantage commercial. Ils pourront demander un prix plus élevé à leurs clients et vendre ou concéder en licence leurs technologies de réduction des émissions de CO₂ à des concurrents.

Accélérer la transition des entreprises

par Séverine Mateo,
Head of Energy, Resources
& Infrastructure Financing
chez BNP Paribas CIB



BNP Paribas crée le Low-Carbon Transition Group pour aider ses clients entreprises et institutionnels à accélérer leur transition.

La lutte contre le changement climatique nécessite des investissements massifs dans le domaine des technologies, des infrastructures et de la transformation des organisations.

En s'appuyant sur son expertise, BNP Paribas crée le Low-Carbon Transition Group composé de 150 experts issus des équipes de conseil, de marchés de capitaux

et de spécialistes sectoriels et de 100 nouveaux recrutements. Il facilitera l'accès à des expertises en matière d'énergie propre, de mobilité et d'immobilier écoresponsable. La mission principale de ce groupe sera de conseiller les clients sur l'accélération de l'évolution de leurs modèles d'affaires, l'alignement de leur structure capitalistique avec les enjeux imposés par la transition vers une économie bas carbone, de les aider à compenser leur empreinte carbone résiduelle et de les accompagner dans la transition de leurs activités quotidiennes.

Cette équipe est dédiée aux grandes entreprises clientes, aux entreprises innovantes accélératrices de transition et aux investisseurs institutionnels pour orienter le déploiement de leurs capitaux vers la transition bas carbone.

Solutions de demain

L'innovation au service de la transition

Au-delà des résultats institutionnels mitigés, la COP26 a été l'occasion de mesurer la forte accélération des technologies.

Des batteries plus performantes et moins chères

par **Henri-Julien de Cockborne**,
Responsable de l'équipe EIS pour
l'automobile et les biens d'équipement
chez BNP Paribas



Les véhicules électriques (VE) connaissent un développement rapide en partie grâce à l'amélioration des batteries lithium-ion.

La part des véhicules légers électrifiés (VE et hybrides rechargeables) en Europe est passée de 3 % en 2019 à 16 % en 2021 et devrait dépasser 30 % dès 2025. Cette percée, déclenchée par la réglementation en termes d'émissions de CO₂, est soutenue par l'amélioration des batteries, qui représentent de 30 % à 40 % du coût d'un VE. D'une part, elles deviennent plus compactes et plus denses énergétiquement, ce qui permet d'améliorer l'autonomie.

D'autre part, leur prix baisse : de 1.000 \$ par kWh en 2010 à 160 \$ en 2019 et 100 \$ en 2024 selon les prévisions de Bloomberg New Energy Finance (BNEF). La parité économique entre VE non subventionnés et véhicules thermiques

est attendue vers 2025. Ces améliorations découlent notamment d'innovations continues. Les batteries riches en nickel permettent de fortement réduire le contenu en cobalt, dont l'approvisionnement est économiquement et socialement problématique. Les batteries lithium-fer-phosphate, moins compactes et moins coûteuses, pourraient équiper les véhicules d'entrée de gamme et ceux dédiés à la livraison urbaine. À plus long terme, la batterie à électrolyte solide constituerait une rupture technologique, permettant de résoudre

« LA BATTERIE À ÉLECTROLYTE SOLIDE CONSTITUERAIT UNE RUPTURE TECHNOLOGIQUE, PERMETTANT DE RÉSOUDRE LES PROBLÈMES D'AUTONOMIE ET DE TEMPS DE CHARGE. »

les problèmes d'autonomie et de temps de charge, qui restent des freins au développement du VE. Industriellement, le principal enjeu pour l'Europe est de développer localement des capacités de production de batteries avec des standards ESG en cours de définition par la Commission européenne. Cette dernière prévoit d'atteindre en 2025 une capacité installée de plus de 400 GWh contre 35 GWh en 2020. Un GWh représentant un investissement de l'ordre de 40 à 100 millions \$, cela laisse entrevoir de réelles opportunités d'investissements.

La capture et le stockage du carbone comme solutions

par **Aymeric Olibet**,
Sustainable Business Advisor
chez BNP Paribas Fortis



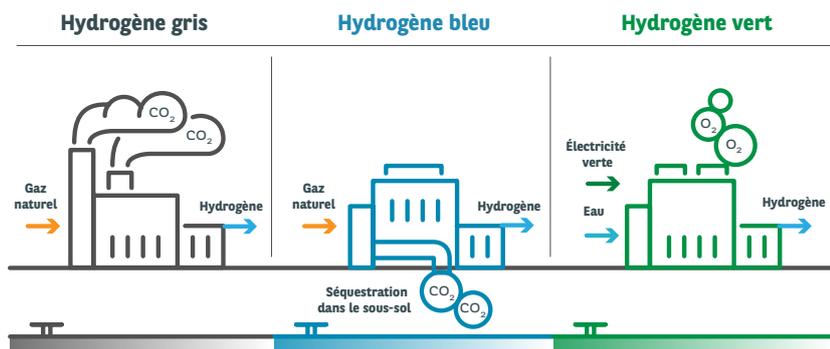
La capture de carbone sera indispensable pour limiter le réchauffement climatique. La variable la plus importante est le prix du CO₂.

Pour limiter le réchauffement, l'humanité devra décarboner ses activités et retirer du CO₂ de l'atmosphère. Outre les puits de carbone naturels, une solution intéressante est de capturer le CO₂, puis le recycler ou le séquestrer. Cette technologie est utilisée depuis longtemps, initialement développée pour améliorer le taux de récupération des gisements de pétrole. L'objectif est aujourd'hui tout autre. De nombreux débouchés sont envisagés pour utiliser le CO₂ : matériaux de construction, chimie...

L'un des plus avancés est la conversion en carburants synthétiques en combinant le carbone à de l'hydrogène vert. En ce qui concerne la séquestration, le potentiel géologique est très important. Mais pour que cela devienne économiquement envisageable, les gouvernements doivent renforcer leurs engagements et le prix de la tonne de CO₂ émise doit augmenter. Précisons que la capture de CO₂ diluée dans l'atmosphère (Direct Air Capture, DAC) est plus coûteuse que la capture en « point source », à la sortie des usines. Outre le soutien des autorités publiques, le développement du DAC dépend aujourd'hui de la volonté des entreprises à faire de la compensation de leurs propres émissions et des coopérations commerciales, telle qu'entre Coca-Cola et Climeworks. Le second fournit au premier du CO₂ pour ses boissons gazeuses. C'est anecdotique, mais l'objectif à ce stade est de financer le développement de la technologie, ainsi que l'infrastructure et la chaîne de valeur.

Trois nuances d'hydrogène

Longtemps, relégué au rang de promesse, l'hydrogène connaît une percée bleue et verte. Les initiatives se multiplient sur tous les continents comme vous pouvez le visualiser en scannant le QR code ou en cliquant directement dessus.



Source : BNP Paribas CIB

La transition verte est une tendance mondiale chez nos clients

Le 20 octobre 2021, des dirigeants d'entreprises du monde entier ont partagé leurs innovations en matière de durabilité lors du Sustainable Future Forum organisé par BNP Paribas.

REVIVEZ LE BNP PARIBAS SUSTAINABLE
FUTURE FORUM EN SCANNANT LE QR
CODE OU EN CLIQUANT DIRECTEMENT DESSUS



Un fret maritime plus agile pour une industrie plus verte

Berge Bulke, Singapour

Avec des clients désireux de changements, la transition du secteur du fret maritime devient un impératif économique.

James Marshall, fondateur et CEO de l'entreprise de fret maritime Berge Bulk, souligne que leur transition est guidée par le sens des responsabilités mais également par des considérations économiques. « C'est ce qu'il faut faire, le plus vite possible ». L'entreprise est d'ailleurs en avance pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2025 et souhaite disposer d'une flotte zéro émission pour 2050.

James Marshall estime que la volonté de transition est présente pour l'ensemble du secteur, reconnaissant toutefois que le zéro carbone implique plusieurs défis logistiques comme le stockage et l'offre de carburants alternatifs. Le fret maritime demeure selon lui le moyen le plus efficace de transporter d'importants volumes à travers le monde.

Pour réduire encore davantage son impact, Berge Bulk plante également des millions d'arbres, installe des panneaux solaires et optimise ses itinéraires, en plus d'expérimentations sur des systèmes d'économie de carburant et de biocarburants.

Une vue holistique de la transition

DSM, Pays-Bas

La transition verte ne se résume pas à réduire les impacts négatifs, mais vise aussi à développer et récompenser les comportements vertueux.

Geraldine Matchett (co-CEO et CFO) décrit Royal DSM comme une entreprise internationale spécialisée dans la santé, la nutrition et les biosciences, ayant fait de la durabilité une de ses valeurs cardinales. Sa philosophie en la matière consiste à réduire l'empreinte carbone de DSM et à favoriser l'émergence d'une économie à faibles émissions. Ayant fixé des objectifs concrets et adopté une tarification interne du carbone de 100 € par tonne, l'entreprise s'intéresse aussi aux innovations dans de nombreux domaines, y compris l'agriculture. Geraldine Matchett estime que le meilleur moyen de générer un impact environnemental et social positif est de raisonner en termes de chaîne de valeur et de toujours se demander : « que pourrions-nous réaliser ensemble pour dépasser ce que nous n'arrivons pas faire seuls ? ».

Elle se réjouit enfin de l'évolution du secteur bancaire, plus transparent, encourageant les bons comportements et réinventant le marché des capitaux pour financer la transition.

La recharge rapide des véhicules électriques se développe

EVgo, États-Unis

Les infrastructures de recharge doivent devenir rapides et pratiques pour que les consommateurs adoptent largement l'électrique.

Cathy Zoi, CEO du réseau de bornes de recharge rapide EVgo, se montre optimiste pour l'avenir du véhicule électrique (VE). À mesure que les impératifs climatiques incitent à abandonner les voitures thermiques et que les entreprises proposent de plus en plus de VE dans leurs packages salariaux, le besoin d'infrastructures de recharge rapide ne fera que croître. « La recharge ne devrait pas être considérée séparément », selon Cathy Zoi.

Elle souligne aussi que la production de VE progresse en matière de durabilité avec le recyclage des batteries et de meilleures pratiques au niveau minier. Si les préoccupations climatiques et les pénuries de carburant agissent actuellement comme un catalyseur de la transition, des politiques ambitieuses devront aussi être mises en place pour accélérer en permettant notamment aux capitaux privés de contribuer à l'émergence d'un secteur des transports sans carbone.

Adoption accélérée des matériaux durables

Michelin, France

Le potentiel de la prochaine génération de matériaux ne se limite pas aux véhicules.

Florent Megenau, président de Michelin, est fier des avancées du géant des pneus dans l'hydrogène, le zéro émission et les matériaux durables.

Un de ses sites en France a déjà atteint la neutralité carbone et le département

de recherche et développement travaille sur une nouvelle génération de matériaux 100 % durables. Depuis 15 ans, Michelin s'intéresse aussi à l'utilisation de l'hydrogène comme carburant.

Malgré le scepticisme initial de l'industrie automobile, Michelin est aujourd'hui prêt à accélérer le développement de la prochaine génération de

piles à combustible à hydrogène. Florent Menegaux croit en la coopération entre l'industrie et les autorités, le privé et le public, les banques et les chercheurs – et à la capacité des technologies, des compétences et du savoir-faire de son secteur pour avoir un impact positif dans des domaines tels que la médecine et l'aérospatiale.

15 ans

depuis 15 ans, Michelin s'intéresse aussi à l'utilisation de l'hydrogène comme carburant

Pour aller plus loin

Coalitions et partenariats pour financer la transition

Le secteur financier est au cœur de la transition. Membre fondateur de la Net Zero Banking Alliance, BNP Paribas soutient les entreprises et les technologies qui font la différence.

RETROUVEZ NOTRE VIDÉO DE PRÉSENTATION DU FONDS BNP PARIBAS SOLAR IMPULSE VENTURE EN SCANNANT LE QR CODE OU EN CLIQUANT DIRECTEMENT DESSUS



Considérations pour les banques lors de la définition d'une stratégie net zero

par Imène Ben Rejeb-Mzah
Head of Group CSR
methodologies and data chez
BNP Paribas



Le Practitioners Guide pour les banques présente les méthodologies et outils pour financer la décarbonation de l'économie d'ici 2050.

Le *Practitioners Guide*, publié en octobre, vise à aider les banques à mettre en œuvre leurs engagements de neutralité carbone. Rédigé par les banques membres de la Financial Services Taskforce, un sous-groupe de l'Initiative pour des marchés durables lancé par le Prince de Galles en 2020, il dresse un état de l'art des méthodologies pour la fixation des objectifs climatiques et pour la mesure de l'alignement des portefeuilles financiers sur ces cibles. Il identifie également les outils permettant de réaliser ces objectifs tels que le financement de la transition, le dialogue et la collaboration avec les clients en vue de soutenir leurs stratégies de transition et la compensation carbone. Enfin, le guide inclut des retours d'expérience pratiques des experts de la Taskforce sur les stratégies d'alignement en vue d'aider les autres banques dans leurs efforts de mise en œuvre. En contribuant à la normalisation des méthodologies d'alignement des portefeuilles, il améliore la comparabilité entre les banques au profit de toutes les parties prenantes. L'objectif est également de soutenir la convergence des efforts de transition afin de maximiser l'impact sur l'économie.



SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR LE QR CODE POUR DÉCOUVRIR LE GUIDE

Soutenir le développement des technologies propres

par Laura Wirsztel-Antonmattei,
Investment Director
Ecological Transition Capital
chez BNP Paribas



BNP Paribas et la fondation Solar Impulse s'associent pour créer un fonds d'investissement destiné à soutenir le développement de start-up actives dans les technologies vertes.

Collaborant depuis 2017 dans le projet de labellisation « 1.000 solutions rentables pour protéger l'environnement », BNP Paribas et Solar Impulse s'associent à nouveau pour soutenir les start-up actives dans les clean techs. En créant le fonds BNP Paribas Solar Impulse, les deux partenaires veulent stimuler le développement de jeunes sociétés innovantes dans le domaine des technologies propres en Europe et en Amérique du Nord. L'objectif est d'investir 150 millions € dans des start-up à fort potentiel. BNP Paribas s'engage à financer au moins 75 millions € dans le fonds, qui aura vocation à accueillir des investisseurs professionnels, grands clients et partenaires de la banque et de Solar Impulse. Concrètement, l'équipe de gestion du fonds sélectionnera les sociétés les plus prometteuses en faveur de la transition écologique et n'investira que dans des start-up dont les solutions sont labellisées « Solar Impulse Efficient Solutions » par la fondation de Bertrand Piccard. BNP Paribas a déjà développé une expertise solide dans l'accompagnement de ces start-up, avec une enveloppe de 100 millions € à la suite de la COP21 de 2015 à Paris. Elle a notamment accompagné Depsys, une entreprise suisse accélérant la digitalisation des réseaux électriques pour une meilleure intégration des énergies renouvelables, ou Metron, une start-up française déployant une solution digitale destinée à améliorer l'efficacité énergétique des sites industriels.

Les engagements de BNP Paribas pour atteindre la neutralité carbone

🕒 Avril 2021

BNP Paribas rejoint la Net Zero Banking Alliance lancée par le Programme des Nations unies pour l'environnement, conformément à ses engagements de 2015 d'aligner son portefeuille sur les objectifs de l'Accord de Paris avec la trajectoire requise pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

🕒 Septembre 2021

BNP Paribas Cardif renforce sa politique d'investissement responsable et ses

engagements en faveur de la transition énergétique en rejoignant la Net Zero Asset Owner Alliance soutenue par l'ONU, s'engageant vers la neutralité carbone d'ici 2050.

🕒 Novembre 2021

BNP Paribas Asset Management rejoint la Net Zero Asset Managers Initiative, un groupe international de gestionnaires d'actifs qui s'engagent pour atteindre l'objectif de la neutralité carbone d'ici 2050 ou avant.

Exclusion de responsabilité

Cette publication a été réalisée par BNP Paribas à titre informatif uniquement. Les opinions exprimées sont des points de vue personnels et BNP Paribas ne peut être tenu pour responsable de toute conséquence résultant de leur utilisation. Bien que les informations aient été obtenues de sources que BNP Paribas considère comme fiables, elles n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. Les informations et opinions fournies ne constituent pas une recommandation, une sollicitation ou une offre de BNP Paribas ou de ses partenaires, et ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière d'investissement, de fiscalité, de droit, de comptabilité ou autres.

© BNP PARIBAS. Tous droits réservés.



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change